le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 07 janvier 2018 N° 440 PRIX : 0,60 Euro

Mauritanie

Un régime qui tolère l'esclavage et bâillonne la liberté d'expression

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial
Mauritanie: Un régime qui tolère l'esclavage et ...

Pages 3
Liberia: George Weah nouveau serviteur des classes riches

Pages 4-6
Sénégal: Le nouvel aéroport déjà paralysé par ...

Pages 6-7
Mali: Un État incapable d'assurer la sécurité...

Pages 8-9
Côte d'Ivoire: Une «prime» de nouvel an sur le dos des travailleurs

Pages 10-11
Ethiopie: Les conséquences sanglantes de la politique ethniste

Pages 11-12
Madagascar: Les préoccupations du président ne sont pas celles des travailleurs

Pages 12-13
Sénégal-Mali
70 ème anniversaire de la grève des cheminots...

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Editorial p.2

Mauritanie

UN RÉGIME QUI TOLÈRE L'ESCLAVAGE ET BÂILLONNE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le 17 Novembre dernier, le gouvernement mauritanien a adopté un projet de loi durcissant la législation contre ceux qui osent critiquer l'islam. Jusqu'ici, la peine de mort était déjà en vigueur pour ceux qui étaient accusés de « crime d'apostasie » ou de « blasphème » mais au cas où le condamné faisait « acte de repentance », sa peine était allégée en quelques années de prison. Avec la nouvelle loi qui vient d'être votée cet allègement a été supprimé.

Cette décision vient après une série de protestations et de manifestations (notamment à la sortie de la grande mosquée de Nouakchott) organisées par des imams qui n'étaient pas contents de la libération du blogueur Mohamed Ould Mkhaïtir. Ce denier a été condamné à mort le 24 décembre 2014 pour avoir critiqué dans son blog internet des « écrits saints » de l'islam justifiant certaines pratiques discriminatoires. Mais sa condamnation à la peine capitale avait été commuée en peine de prison à la suite de sa repentance et puis il a été libéré le 9 novembre dernier.

La Mauritanie est une République islamique depuis son indépendance en 1960. La constitution de 1985 a fait de l'islam la religion d'État et de la charia la loi du pays. Depuis août 2008 c'est le général Muhammad Ould Abdelaziz qui règne en maître absolu. Il ne tolère aucune opposition en dehors de celle qu'il autorise pour faire bonne figure lors des élections dont le résultat est connu d'avance. Son clan et sa famille détiennent tous les postes-clé de l'appareil d'Etat et d'une grande partie des secteurs économiques du pays.

Ce général a déclaré récemment qu' « il n'y a pas d'esclave en Mauritanie » *et il a même le culot d'ajouter qu'il a inscrit l'esclavage comme crime contre l'humanité dans sa constitution. C'est une escroquerie que de nombreuses associations dénoncent en apportant des preuves et des témoignages. Mais au lieu de condamner les coupables de cette pratique (qui font généralement partie de la classe dirigeante) l'État emprisonne les militants anti-esclavagistes.*

Ce régime ne tolère pas non plus les travailleurs qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Cela a été le cas lors de la dernière grève des ouvriers de la mine de Zouerate en février 2015 dont l'État mauritanien est propriétaire à 78%.

Les petits paysans qui vivent le long du fleuve sont aussi victimes des accaparements de terre. Leurs petits lopins de terre sont confisqués par des riches qui sont de mèche avec des gens du pouvoir. Ils se retrouvent du jour au lendemain dépossédés et s'enfoncent encore plus dans la misère.

Ceux qui croient qu'un simple changement de dirigeants à la tête du pays à la suite d'une élection « propre et libre » *suffira pour apporter la liberté politique et l'amélioration des conditions d'existence de la majorité de la population se trompent. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se rallier derrière tel ou tel politicien sous prétexte qu'il est de leur ethnie, de leur caste ou de leur couleur de peau. Ils ne peuvent compter que sur leurs luttes et leur organisation propre à eux c'est-à-dire une organisation politique qui englobe les travailleurs de toutes les ethnies et qui axe son combat contre l'exploitation capitaliste et contre toute forme d'oppression.*

Liberia

GEORGE WEAH NOUVEAU SERVITEUR DES CLASSES RICHES

Le 28 décembre dernier l'ancien footballeur George Weah a remporté, au second tour, par 61,5% des voix, l'élection présidentielle au Liberia. Son adversaire, l'ancien vice-président Joseph Boakai qui a recueilli 38,5% des voix, a officiellement reconnu sa défaite.

À l'annonce des résultats, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, notamment au siège et aux environs du parti de George Weah, pour manifester leur joie.

Rappelons que le Liberia a été fondé en 1816-1817 par des descendants d'esclaves affranchis d'Amérique qui avaient regagné leur terre d'origine, l'Afrique, grâce à la Société nationale d'Amérique de colonisation.

Indépendant depuis 1847, le Liberia est donc la première « *république* » du continent africain. Mais les élections se faisant selon la règle du suffrage censitaire (seuls les colons américano-libériens et leurs descendants avaient le droit de vote), leur parti, le True Whig, exerça le pouvoir durant plus d'un siècle. À l'inverse, les autochtones du Liberia dont les aïeuls n'avaient pas connu l'esclavage en Amérique, étaient maintenus en condition de travail forcé pour le compte de multinationales de l'industrie du caoutchouc. Ce n'est qu'en 1945 que les autochtones se sont vu accorder le droit de vote par le président de l'époque, William Tubman, lui-même américano-libérien.

Les américano-libériens ne représentent que 5% de la population totale (4,6 millions d'habitants aujourd'hui) mais ce sont les élites issues de cette diaspora qui ont continué à diriger ce pays.

Ce qui est nouveau, c'est que, pour la première fois, deux « *indigènes* » se sont retrouvés face à face au deuxième tour d'une élection présidentielle.

George Weah, était l'enfant des bas quartiers, des ghettos ; il n'a jamais fait d'étude. Dans le milieu de la bourgeoisie locale, on lui reproche de ne pas maîtriser l'anglais classique mais beaucoup d'électeurs des milieux défavorisés se sont reconnus en lui. Son concurrent Joseph Boakai est aussi un enfant des quartiers populaires mais lui a fait de longues études universitaires, et maîtrise parfaitement l'anglais. Il a été vice-président sous le gouvernement d'Ellen Johnson Sirleaf.

G. Weah accède au pouvoir dans l'un des pays les plus pauvres du monde malgré d'importantes ressources naturelles : fer, diamant, or, caoutchouc ou huile de palme. De plus, le Liberia sort d'une longue guerre civile (de 1989 à 2003) qui a fait plus de

250.000 victimes. À cela s'est ajoutée l'épidémie Ebola qui a frappé de plein fouet le pays en 2014, faisant environ 15.000 morts. Actuellement, le pays souffre de manques criants dans certains secteurs clés comme l'éducation, la santé, les infrastructures et connaît également un très fort taux de chômage, à cela s'ajoute la corruption. L'eau potable et l'électricité ne sont accessibles qu'à une poignée de gens riches.

Nombre d'électeurs des classes pauvres ont soutenu la candidature de Weah car il a promis d'améliorer leur situation : école obligatoire et gratuite, lutte contre la corruption, développement des infrastructures et la santé, relance des sites miniers pour favoriser l'embauche, etc. Mais son alliance avec certains poids lourds de la politique qui trainent de grosses casseroles ainsi que ses accointances avec le sinistre seigneur de guerre, Prince Johnson ou avec l'ancien dictateur Charles Taylor (condamné à 50 ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité) annoncent déjà ce que sera sa politique au sommet de l'Etat. Et ce n'est pas un hasard s'il a choisi comme colistière Jewel Howard Taylor, l'ancienne épouse de Charles Taylor.

George Weah, malgré ses promesses envers les pauvres, les jeunes des quartiers populaires, sera avant tout le serviteur des exploiteurs, au service de l'impérialisme, notamment américain. Les grands patrons des multinationales qui pillent les richesses naturelles de ce pays vont continuer à s'en mettre pleins les poches. En laissant toutefois des miettes substantielles à leurs sous-fifres locaux qui veillent sur leurs intérêts.

Sénégal

À PEINE INAUGURÉ, LE NOUVEL AÉROPORT EST PARALYSÉ PAR UNE GRÈVE

C'est avec faste et grand tapage médiatique que, le 7 décembre dernier, le président sénégalais Macky Sall a inauguré le nouvel aéroport Blaise-Diagne de la capitale sénégalaise. Mais le flonflon présidentiel a été gâché par les contrôleurs aériens qui se sont mis en grève et paralysé l'aéroport flambant neuf le 15 décembre.

L'Aéroport International Blaise Diagne, un an avant son ouverture

Les grévistes exigent le paiement d'une indemnité de transport ou d'un transport collectif approprié, une cantine pour se restaurer ainsi qu'un lieu de repos pour ceux qui sont d'astreinte. Ils demandent aussi l'embauche de nouveaux contrôleurs ainsi qu'une formation sur le nouveau matériel car ils estiment qu'avec leur nombre et leur formation actuelle, ils ne peuvent pas assurer la sécurité du trafic. Dès le 22 novembre ils ont envoyé un préavis de grève mais le gouvernement est resté sourd à leurs revendications. Qu'il ne s'étonne pas alors que sa fête soit gâchée !

La grève a été suspendue le lendemain 16 décembre après une rencontre avec le Premier ministre et les grévistes. Ils ont montré que sans eux, les avions ne peuvent ni atterrir ni décoller.

L'idée de construire ce nouvel aéroport en plein milieu de la brousse est un ca-

price de l'ancien président Wade. Dans sa folie mégalomaniaque, celui-ci avait décidé de se lancer dans des projets aussi coûteux qu'inutiles pour inscrire son nom dans la liste des «*visionnaires*» et des « *bâtisseurs* » africains.

Dakar possède déjà un aéroport international. Qu'importe, Wade voulait « son » aéroport. Ce fut un gouffre sans fond pour les caisses de l'État mais en même temps une aubaine pour les amis capitalistes de Wade. Le contrat fut donné à une société saoudienne de BTP pour un montant de 200 milliards de francs CFA (305 millions d'euros). Les travaux ont démarré en 2007 et auraient dû être terminés en 2012 mais à cette échéance-là, à peine plus de 10% des travaux étaient réalisés. Suite à un contentieux avec le groupe saoudien, l'Etat sénégalais confie les travaux à un groupe turc en 2015. Entretemps, le coût a plus que doublé et est passé à 424 milliards de francs CFA (646 millions d'euros).

Pour la réalisation de cet aéroport, il a fallut chasser les habitants de trois villages, soit plus de 2500 habitants. Quelques indemnisations symboliques leur ont été proposées pour leurs champs agricoles et pour leurs manguiers abattus. L'État sénégalais avait promis de les reloger dans de nouveaux villages comprenant la construction d'un bâtiment pour servir de marché et d'une aire de jeux pour les jeunes. Mais jusqu'à présent, ce qui a été promis n'a pas vu le jour et risque d'être jeté aux oubliettes si les victimes ne s'organisent pas pour se faire entendre des autorités.

De nombreuses personnes au Sénégal se disent que c'est bien beau d'avoir un bel aéroport mais à quoi ça sert de gaspiller autant d'argent alors que les hôpitaux et les écoles publics manquent cruellement de moyens pour leur bon fonctionnement ? Des gens meurent dans les hôpitaux publics parce qu'ils manquent de tout, des familles ne peuvent pas inscrire leurs enfants dans les écoles publiques parce qu'il n'y en a pas assez ou parce qu'ils n'arrivent pas à payer les frais de scolarité. Mais les dirigeants de ce pays, au lieu de venir en aide aux plus nécessiteux, préfèrent gaspiller l'argent public dans des futilités. Mais il faut savoir que ce n'est pas de l'argent perdu pour tout le monde. Les gros capitalistes du BTP sont les premiers gagnants mais les miettes que nos dirigeants ramassent au passage sont loin d'être négligeables et c'est en fonction des dessous de table qu'ils choisissent leurs partenaires.

Sénégal

CES ISLAMISTES QUI VEULENT EMPÊCHER LES GENS DE CÉLÉBRER LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Peu avant les fêtes de fin d'année, des militants islamistes ont déversé leur propagande réactionnaire sur les réseaux sociaux pour dissuader les gens de fêter noël et le nouvel an sous prétexte que ce ne sont par leurs fêtes.

Qui sont ces gens-là ? Ils ne sont pas assez courageux pour décliner leur identité ou le nom de leur association. Ce qui est sûr c'est qu'ils propagent des idées moyenâgeuses ; ce sont les mêmes ou leurs semblables qui veulent interdire aux femmes d'aller à la plage en maillot de bain, de porter des tenues de sport ou des jupes courtes.

Visiblement, ils n'ont pas été suivis car dans ce pays, de nombreuses familles, chrétiennes comme musulmanes, ont l'habitude de célébrer les fêtes de fin d'année. Cela ne plait pas aux islamistes et c'est tant mieux si cela leur donne des boutons de voir la jeunesse chanter et danser durant ces fêtes. Ce ne sont pas seulement des ennemis

de la liberté pour les femmes et les jeunes mais aussi du monde du travail car c'est tout simplement la dictature qu'ils veulent imposer.

Mali

UN ÉTAT INCAPABLE D'ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Une école à Gao au Mali

Plus de deux cents écoles sont encore fermées au nord et au centre du Mali à cause de l'insécurité qui y règne. Les enseignants sont en grève depuis plusieurs mois parce qu'ils sont constamment menacés de mort par les islamistes armés de kalachnikovs s'ils n'obéissent pas à leur ordre de n'enseigner d'autres matières que le Coran. Ceux qui travaillent dans les localités isolées sont encore plus en danger car littéralement abandonnés par les autorités publiques. Pour pouvoir toucher son salaire, c'est un véritable problème : il faut faire des kilomètres en mobylette jusqu'à la ville la plus proche, mais en même temps c'est courir le risque de se faire attaquer par des bandits armés.

Certains enseignants ont déjà été agressés. Plusieurs fois ils ont demandé la protection de l'Etat mais celui-ci se contente de les rassurer, voire parfois de les menacer de sanction au lieu d'assurer leur sécurité.

Les dirigeants politiques maliens, le président IBK en tête, fanfaronnent sur leur prétendue volonté de combattre les mouvements islamistes mais dans les faits ils font surtout preuve de couardise. Ils accusent une partie des populations du centre et du nord de plus collaborer avec les mouvements armés rebelles qu'avec les forces de l'ordre maliennes. Mais si les gens n'ont pas confiance en ces forces gouvernementales, c'est tout d'abord parce qu'elles sont plus promptes à racketter les petites gens plutôt qu'à les protéger.

ENTRE LES VŒUX D'IBK ET LA RÉALITÉ DE LA FORCE BARKHANE …

Certains politiciens maliens accusent en sourdine l'armée française de la force Barkhane de ne pas s'impliquer davantage dans le rétablissement de l'autorité de l'État malien sur l'ensemble du territoire. C'est probablement ce que pense Ibrahim Boubacar Keita (IBK) et que d'autres disent à sa place. Mais que fait l'armée malienne ? Elle est la première à décamper lorsqu'elle se trouve confrontée à un groupe armé rebelle. Combien de fois n'a-t-on pas vu cette armée (officiers en tête) abandonner toute une caserne avec armes et bagages devant quelques fanatiques armés ?

L'armée française intervient dans cette région du Sahel avant tout pour défendre les intérêts des capitalistes français. Elle n'a que faire des désidératas d'IBK ou d'autres politiciens qui prétendent être de l'opposition.

Mali

QUAND L'ARMÉE MALIENNE BAT UN RECCORD

Selon certains journalistes de la presse bamakoise, l'armée malienne détiendrait le record du monde en nombre de généraux proportionnellement à sa taille. Un officier malien a révélé qu'il y aurait « *une soixantaine de généraux et officiers supérieurs qui dorment à la maison* »; en d'autres termes, ils sont mis à la retraite alors qu'ils sont loin de l'âge requis. La raison est que chaque nouveau président arrivant au pouvoir se débarrasse des principaux hauts galonnés mis en place par son prédécesseur et nomme en toute urgence ses hommes de confiance de peur d'être évincé par un coup d'État. C'est cela qui explique la pléthore de généraux au Mali, notamment de ceux qui « *dorment à la maison* » Ils mènent une vie de nabab : salaire, logement, voiture de fonction et autres avantages en nature aux frais de l'État, c'est-à-dire sur le dos de la population.

Sénégal-Mali

GRÈVE DES CHEMINOTS DE DAKAR-BAMAKO

Le 15 décembre dernier, les cheminots de la ligne Dakar-Niger ce sont mis en grève d'une durée de 24 heures pour cause des retards de payement des salaires, la dégradation des conditions de travail et le délabrement du matériel roulant. Cette grève a été a été précédée par des sit-in devant les sièges de la direction du chemin de fer à Dakar comme à Bamako. Un gréviste exprime sa colère ainsi : « *Nous sommes à 4 mois sans salaire, nos enfants ne vont plus à l'école, nous avons des malades chez nous, nous sommes en retard de payement de nos loyers, de factures d'eau et d'électricité, nos familles souffrent* ».

Outre ces retards de salaire il y aussi l'écœurement général des cheminots sur la gestion catastrophique du chemin de fer comme l'explique un autre gréviste : « *Un train est stationné à Dio depuis 3 jours pour défaillance technique due à une pièce qu'ils louent à 200.000 FCFA … Une autre rame a fait plus de 4 jours à Kassaro, il y a une semaine pour le même problème*».

Ce n'est pas la première fois que les cheminots expriment leur colère. En l'espace de six mois c'est la troisième grève (le 4 juillet, le 20 octobre puis le 15 décembre) pour les mêmes motifs auxquels s'ajoute le fait qu'il y a encore des retraités qui ne touchent pas leur pension.

03 juin 2017 à Dakar : des cheminots expliquent leurs revendications à la presse

À chaque fois, la direction s'empresse de promettre que tout ira mieux désormais mais aucune des promesses n'est vraiment tenue ; les retards de salaire sont provisoirement rattrapés, on fait quelques rafistolages sur le matériel roulant et puis quelques semaines après la reprise du travail ce sont les mêmes problèmes qui revien-

nent. Les deux États (Sénégal et Mali) sont les propriétaires de la ligne et ont confié sa gestion à des sociétés capitalistes dont le seul souci est de faire le maximum de profits en un minimum de temps. Par conséquence, ce sont les travailleurs et les passagers qui en payent le prix. Quoi d'étonnant alors que les cheminots ont de moins en moins confiance aux promesses des autorités politiques et des dirigeants du rail. Mais à force d'user des mêmes discours sans lendemain, ces gens-là finiront par récolter une grosse colère des travailleurs du rail mais aussi des usagers; et ils l'auront méritée.

Côte d'Ivoire

UNE «PRIME» DE NOUVEL AN SUR LE DOS DES PAUVRES !

À l'approche des fêtes de fin d'année, les flics ont été lâchés pour racketter les chauffeurs. Tels des voleurs, ils sont généralement cachés, à l'affut de la moindre occasion. Les principales victimes sont les chauffeurs des transports en commun, woro-woro, taxi et autre gbaka. Mais au final, c'est le voyageur qui casque puisqu'en cette fin d'année, les chauffeurs augmentent eux-aussi leurs tarifs pour faire face à ce genre de frais supplémentaires. C'est à croire qu'à travers ce racket, le gouvernement a ainsi accordé en quelque sorte une prime de fin d'année aux policiers, aux frais des populations pauvres. En tout cas, pour qu'un tel racket puisse s'opérer ainsi à ciel ouvert, on est en droit de supposer que la complicité touche jusqu'à une certaine hiérarchie.

LA BARBARIE !

Deux quartiers de Kanakoro, une sous-préfecture de Tengrela, se sont affrontés à cause de l'emplacement d'un lycée qui doit y être construit. Bilan, cinq morts et plusieurs blessés. Le quartier qui a mené l'attaque est habité par ceux qui se disent les « *fondateurs* » de la sous-préfecture et initiateur de ce projet. Ce lycée devrait être, selon eux, bâti sur leur « *territoire* », alors que c'est l'autre quartier qui a été choisi.

On peut comprendre qu'avoir un lycée dans son quartier est un avantage certain pour les élèves et aussi pour les parents. La ville est pauvre et les activités lucratives quasi-inexistantes. Or, un lycée peut créer un environnement propice au petit commerce et la restauration dont en bénéficieraient les habitants du quartier sans compter l'aménagement des rues et des moyens de transport.

Mais de là à provoquer une lutte à mort, ce n'est pas normal. On sent la main de quelques politiciens bourgeois, petits et grands, en mal de positionnement qui ont probablement suscité la haine comme ils savent le faire dans nos contrées.

ENCORE DES COUPS DE FEU À BOUAKÉ !

De nouveaux coups de feu ont été entendus à Bouaké dans la nuit du jeudi au vendredi 05 janvier. C'était le même jour où Ouattara avait blablaté sur ses efforts pour avoir maintenant une « *armée républicaine* ».

Lors de cette cérémonie à la présidence, le général Sékou Touré avait demandé « *pardon* » pour les mutineries de 2017 et Hamed Bakayoko avaient promis qu'aucun coup de feu ne serait tiré des casernes en cette année 2018. Et vlan ! Ces paroles ne se

sont pas encore évanouies que des camps militaires de Bouaké y font écho par des coups de feu, faisant officiellement un mort et un blessé grave.

Déjà, au mois de mai dernier, une cérémonie de « *pardon* » organisée par la présidence avait déclenché une mutinerie des soldats. Si les raisons de ces énièmes tirs qui ont duré deux heures restent encore brumeuses, elles montrent une fois de plus que les militaires n'ont que faire des engagements de leur haute hiérarchie qui vit dans un autre monde qu'eux.

Côte d'Ivoire

MANIFESTATION DES FEMMES CONTRE LA PÉNURIE D'EAU

Le 12 décembre 2017, les femmes de Yopougon Wassakara ont manifesté contre la pénurie d'eau dans leur quartier. Ces femmes ont battu le pavé tapant des bidons et des boîtes, pour faire le maximum de bruit et brandissant des pancartes pour interpeler les autorités sur le manque d'eau. Au lieu de résoudre le problème, elles ont envoyé des forces de l'ordre pour disperser les femmes avec violence.

L'ampleur de cette manifestation a obligé les autorités à recevoir les représentantes de ces femmes. Le gouvernement leur a promis qu'il résoudrait le problème, sans même donner de date. En attendant, promesse leur a été faite qu'elles seront ravitaillées en eau par des camions citernes, comme si cela résoudrait cette pénurie. Le problème d'eau potable dans les quartiers populaires d'Abidjan est général. Certains sous quartiers d'Abobo comme Sagbé, Biabou, Akéikoi, pour ne citer que ceux-là, vivent la même situation et depuis longtemps.

Le gouvernement crie sur tous les toits qu'il fait de la couverture en eau potable sa priorité et pourtant le résultat est là.

Tchad

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX DISENT «NON» AUX RÉDUCTIONS DE SALAIRES !

Pour que le Tchad puisse bénéficier de nouvelles aides pour l'année 2018, afin de faire face à la situation financière catastrophique, les institutions financières internationales (dont le FMI) ont imposé au gouvernement de réduire, par an, de 300 milliards de francs CFA la masse salariale de la fonction publique. C'est ce qui ressort d'une réunion tenue récemment à Ndjaména, entre le gouvernement et les représentants des organismes financiers internationaux. Il est donc question de réduire les salaires des fonctionnaires de 5 à 45 % .

Le gouvernement a convoqué le 3 janvier les représentants des différentes centrales syndicales pour tenter de les convaincre d'accepter ces nouvelles mesures. Ils ont tous refusé de se rendre à cette convocation.

Pour le secrétaire général du l'Union des Syndicats du Tchad (UST), le gouvernement doit respecter « *son engagement de ne pas toucher les salaires* ». Il appelle les travailleurs à faire grève le 4 janvier.

Quant au secrétaire général de la Confédération Libre des Travailleurs Tchadiens (CLTT), il regrette que « *le gouvernement n'arrive pas à relancer l'économie*

mais se rabat seulement sur les fonctionnaires comme vache à lait. »

Le bras de fer commence donc entre le gouvernement du dictateur Idriss Deby et les dirigeants des centrales syndicales qui refusent ces nouvelles mesures nuisibles aux travailleurs. Plus les mouvements de grèves seront suivies, plus les travailleurs de la fonction publique seront en mesure de faire reculer le dictateur.

Éthiopie

LES CONSÉQUENCES SANGLANTES DE LA POLITQUE ETHNISTE

Depuis le mois de septembre dernier, en Éthiopie, des affrontements ont lieu entre les ethnies Oromo et Somali, dans les villes situées le long de la frontière entre les deux États-régions sur une longueur d'environ mille kilomètres. À la mi-septembre, des Oromos se sont plaints d'attaques opérées par des éléments de la police de l'Etat-région Somali. Il y a eu 32 victimes. De leur côté, des Oromos ont fait des excursions punitives, ce qui a fait encore 29 morts. Les autorités du gouvernement central ne sont pas intervenues rapidement pour calmer les affrontements. Il faut croire que cette situation d'opposition ethnique les arrange.

De jeunes Ethiopiens croisent les bras, en signe de protestation, lors d'un festival dans la région d'Oromia, le 2 octobre 2016.

Après la chute du dictateur Mengistu en 1991, le pays a été dirigé par la minorité ethnique des Tigréens. Les nouveaux dirigeants du pouvoir ont décidé de créer une fédération de neuf États-régions, chaque région devant être habitée par une seule ethnie et chaque ethnie doit vivre dans sa région. C'est la première fois dans son histoire que ce pays est partagé en subdivisions régionales et ethniques. Cela a posé beaucoup de problèmes à la population. Au début, bien des gens ont dû se résoudre à quitter le lieu où ils habitaient pour rejoindre la région de leur ethnie. Les grandes villes comme Harar, Dire Dawa et Addis Abeba ont un statut de ville-État où peuvent vivre toutes les ethnies.

Dans le pays les Oromos sont les plus nombreux (35% de la population) ; viennent ensuite les Amharas (26%). Les Tigréens ne font que 6% mais le pouvoir central est majoritairement entre les mains des ressortissants de cette ethnie minoritaire. Cette confiscation du pouvoir est contestée par les autres ethnies.

La subdivision du pays d'après les critères ethniques est devenue une des causes principales d'affrontements. L'Oromia est réputée pour son instabilité. Le gouvernement central réprime férocement ceux qui manifestent leur mécontentement dans la rue comme cela s'est passé l'année dernière et cela ne fait que mettre de l'huile sur le feu.

D'après les médias, les violences récentes ont commencé pour l'accès aux ressources en eau et à la terre. Autrefois les conflits se réglaient à l'amiable entre les populations, maintenant chaque ethnie profite de la plus petite occasion pour se soulever, non pas contre l'État qui en est la cause, mais contre sa voisine.

Les Oromos ont montré une certaine détermination pour lutter quand l'État s'est accaparé des terres les plus fertiles pour les vendre à des capitalistes de l'agro-

alimentaire. Les paysans ont été chassés vers des terres moins fertiles.

Il ne faut pas être devin pour prévoir que cette façon de subdiviser le pays ne peut qu'aggraver les oppositions ethniques. À chaque fois la moindre étincelle déclenche le feu. Les affrontements entre les deux ethnies auraient déjà causé plusieurs centaines de morts. Il est cependant difficile de connaître le chiffre exact.

Dans cette situation, les victimes sont les populations pauvres de part et d'autre des frontières artificielles qui les séparent. Les riches bourgeois de chaque ethnie sont bien protégés dans leurs palais ; ils ne risquent rien.

Ce déchirement interethnique n'est pas une fatalité. Les travailleurs des villes et des campagnes, n'ont aucun intérêt à s'entretuer tout simplement parce qu'ils ne sont pas de la même ethnie. Leur intérêt est plutôt de s'unir contre l'oppression et l'exploitation capitaliste. Ceux qui les exploitent se moquent de savoir de quelle ethnie ils font partie car la seule chose qui les intéresse c'est le profit qu'ils peuvent tirer de l'exploitation de ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre. Il est plus qu'urgent que l'ensemble des travailleurs de ce pays se dotent d'une organisation au-delà des clivages ethniques pour s'opposer à la politique des dictateurs de l'Éthiopie.

Madagascar

LES PRÉOCCUPATIONS DU PRÉSIDENT NE SONT PAS CELLES DES TRAVAILLEURS

En ce début d'année nouvelle, le chef d'État malgache a voulu montrer qu'il se soucie des sans abris et des pauvres. Il a effectué une petite visite dans un quartier insalubre d'Antananarivo appelé « La Réunion kely » et distribué un peu de nourriture à des familles qui y vivent dans la misère à proximité des bennes à ordures non ramassées en putréfaction en cette saison pluvieuse. Comme à son habitude, il n'a pas été avare de promesses en tous genres, celle notamment d'un enlèvement imminent des bennes remplies et du nettoyage des détritus facteurs de prolifération des rats, responsables des épidémies telle que la peste.

Il a aussi rendu visite aux sans-abris qui ont élu domicile à l'intérieur des deux tunnels de la capitale. Quelques paniers de victuailles ont été distribués et les images ont été reprises en boucle par les télévisions. Les familles qui n'ont pas d'autre choix que celui d'habiter ces lieux de façon permanente, ont reçu la promesse d'avoir leur frais de transport remboursé si elles choisissaient de retourner vivre dans les villages qu'elles ont quittés, chassées par la misère qui sévit gravement dans les campagnes. Comme s'il suffisait de cette somme dérisoire pour que leur éventuelle existence campagnarde devienne à nouveau viable.

Peu de temps avant que le président ne multiplie aumônes, paroles mielleuses et bonnes actions, plusieurs centaines de travailleurs de deux sociétés de textile situées dans la zone franche d'Andraharo, venaient d'être jetés à la rue sous prétexte de carnets de commandes insuffisamment remplis. Les représentants des travailleurs accompagnés par des responsables syndicaux, ont tenté d'être reçus par les représentants de l'État pour leur expliquer leur situation, mais ils n'ont trouvé que portes closes et des forces de répression pour les disperser sans ménagement.

D'ailleurs la férocité des patrons des entreprises du textile à l'égard de leurs salariés n'est pas chose nouvelle. Certaines sociétés affichent une prospérité florissante.

C'est par exemple le cas de Soniamada qui fait partie d'un grand groupe à l'échelle de l'Océan Indien avec des ramifications sur le continent africain. Cela ne les empêche pas de procéder périodiquement à des « *dégraissages d'effectifs* ». Ils jettent à la rue les travailleurs les plus vulnérables à commencer par ceux qui sont usés par le travail, estimés moins productifs. Ils se débarrassent aussi de ceux qui arrivent en fin de contrat d'essai, pour, quelque temps après, en embaucher des nouveaux plus frais et valides, avec des salaires et des contrats toujours révisés à la baisse.

Les patrons profitent de la période actuelle de crise, en ce moment difficile où le chômage frappe fort et où ils rencontrent peu de résistance organisée de la part des travailleurs, pour imposer des conditions de travail démentes. De nombreux avantages qui existaient il y a quelque temps tel que le 13ème mois ou des primes à l'intéressement, sont remis en question. Dans le même temps les prix des denrées de base et particulièrement celui riz, flambent. Ce phénomène sera accentué de façon conséquente rapidement puisqu'une augmentation importante de la taxe sur les carburants va entrer en application dès le début de cette nouvelle année et entraînera par voie de conséquence une hausse brutale des prix de toutes les denrées.

La pauvreté qui frappe de plus en plus fort sur les ménages et la détérioration des conditions de vie des classes pauvres, ne semblent pas faire partie des préoccupations des gens qui gouvernent. La seule chose qui compte pour eux c'est d'essayer de se faire élire à nouveau en 2018 car cette année est celle des élections présidentielles et législatives. Le président est dans les rangs ainsi que ses adversaires des grands partis de gouvernement. Les uns comme les autres se trouvent déjà en précampagne électorale et multiplient les discours démagogiques suivis de quelques actes symboliques, susceptibles de leur point de vue de les porter ou de les maintenir au pouvoir.

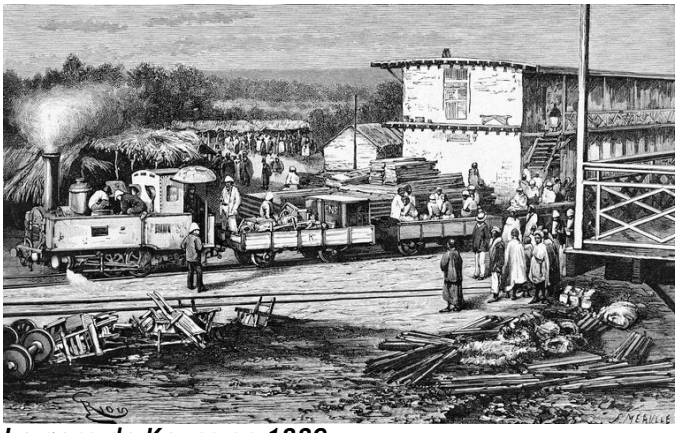
Espérons qu'en cette nouvelle année, les travailleurs aussi bien malgaches que ceux des autres pays, renouent avec la conscience de leurs intérêts de classe et leurs traditions de lutte, pour faire en sorte qu'ils ne soient pas continuellement sacrifiés sur l'autel des profits patronaux.

Sénégal-Mali

70ème ANNIVERSAIRE DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS DU DAKAR-NIGER

Pendant la colonisation, il y a soixante-dix ans, les cheminots de la ligne de chemin de fer Dakar-Niger se sont mis en grève pendant plus de cinq mois (du 11 octobre 1947 au 19 mars 1948) avec l'aide de la CGT. C'était la première fois qu'ils se mettaient en lutte d'une manière déterminée. Cela a touché l'ensemble du réseau ferré de l'Afrique de l'Ouest.

Parmi les nombreuses revendications il y en avait deux plus importantes : d'une part le problème du salaire et d'autre part du « *cadre unique* », c'est-à-dire l'égalité des droits entre cheminots français et africains. Sous le régime colonial, les cheminots africains étaient traités comme du bétail.



La gare de Kayes en 1889

Le mouvement a touché toutes les lignes de chemin de fer de l'Afrique de l'Ouest. Il y avait la ligne Dakar-Niger qui servait surtout dans le transport de l'arachide du Sénégal vers le port de Dakar, mais aussi pour la circulation des travailleurs saisonniers venant du Mali. Et c'est sur cette ligne que les cheminots étaient les plus déterminés. Il y avait aussi la ligne Conakry-Niger qui assurait le transport de bananes. Quant à la ligne Abidjan-Niger, elle servait à acheminer le café et le cacao vers les ports d'Abidjan et Grand Bassam. La quatrième ligne allait du Bénin au Niger. Tous ces produits étaient bloqués par la grève des cheminots.

La situation politique, en 1947, était mauvaise pour la France colonialiste. Déjà une grande grève, menée par le syndicat CGT proche du PCF, avait secoué la métropole. Dans les colonies françaises, la situation était plus tendue. La guerre avait commencé au Vietnam avec Ho Chi Minh en tête. À Madagascar c'était carrément une révolte insurrectionnelle qui s'était déclenchée. Le pouvoir colonial s'était empressé de l'écraser dans un bain de sang. Il y eut environ 100.000 morts. Dans les colonies françaises d'Afrique de l'Ouest, la situation était aussi tendue. Déjà en 1937 les cheminots de Dakar-Niger s'étaient mis en grève, mais la régie n'avait pas cédé et l'armée avait tué six ouvriers sénégalais. En janvier 1947 une grève générale qui dura dix jours mobilisa tous les corps de métier. Les salaires qui n'étaient pas indexés sur l'inflation, alimentaient le mécontentement au sein de la population.

Au Sénégal, en octobre 1947, la puissance coloniale fut prise à la gorge. Elle usa de tous les moyens pour casser le mouvement de grève des cheminots. Pour faire reprendre le travail on emprisonna le dirigeant syndical Ibrahima Sarr, les locaux syndicaux furent perquisitionnés et les grévistes licenciés. La direction du chemin de fer créa un syndicat maison pour faire concurrence au syndicat gréviste et négocier la reprise.

Comme tout cela ne décourageait pas les cheminots en lutte, la régie fit appel aux chefs traditionnels locaux, aux notables et même à l'armée. La direction utilisa même des « jaunes » venus de France pour faire marcher la ligne ainsi que toutes sortes de pressions sur les ouvriers et les dirigeants des grévistes.

Ces derniers ne cédèrent pas. Après plus de cinq mois de grève la direction finit par céder sur une partie des revendications. Finalement la régie accorda une augmentation de salaire de 20%. Elle accepta « le cadre unique » mais en réalité très peu en bénéficièrent. C'était réservé uniquement aux Français.

Cette victoire des cheminots fut une grande leçon de combat pour les prolétaires d'Afrique de l'Ouest. Même minoritaires, les travailleurs s'organisèrent pour ne pas céder aux provocations. Ils surent capter la solidarité de la population, surtout les femmes. Elles aidèrent les grévistes et leurs familles pour qu'ils puissent avoir de quoi se nourrir.

C'était le début de la pénétration des idées de lutte des travailleurs. Cela aida des syndicats comme la CGT à avoir plus de poids pour les mobilisations futures. Cela permit aussi à des hommes politiques comme Senghor, Lamine Guèye ou Houphouët Boigny de se présenter comme dirigeants crédibles au sein de la population.

Cette grève est une leçon politique toujours d'actualité pour les combats futurs de la classe ouvrière en Afrique. Les salaires de misère, la vie chère, les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, le chômage et la dictature qui règne un peu partout, finiront par engendrer des explosions de colère. Les travailleurs ont intérêt à s'organiser en tant que classe exploitée et auront besoin de savoir distinguer leurs faux amis qui n'hésiteront pas de les tromper pour se hisser au pouvoir en profitant de leurs futures luttes.

Monde

PROGRESSION DE LA FAMINE DANS LE MONDE

Après un ralentissement, la faim dans le monde progresse à nouveau. Selon les organismes de l'ONU, 815 millions de personnes (38 millions de plus qu'en 2015) à travers le monde, sont victimes de cette calamité. Le continent africain en compterait 243 millions, c'est à dire 20%. Ce serait même la plus grave crise humanitaire depuis la 2ème guerre mondiale.

Le Moyen-Orient et l'Afrique sont frappés de plein fouet par la famine à cause de la crise, du pillage et des guerres fratricides attisées par les grandes puissances capitalistes.

Malgré les progrès fantastiques des techniques, l'économie actuelle, basée sur les lois du marché, reste incapable de satisfaire les besoins élémentaires de chacun. Pourtant les moyens d'assurer la nourriture à tous les êtres humains existent, mais ils sont entre les mains des capitalistes pour qui seul compte le profit.

C'est pourquoi il est urgent de se débarrasser du système capitaliste pour que tous les êtres humains puissent enfin manger à leur faim.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.